



Route Horombe, Madagascar, Pierrot Men

Les rapports d'activité 2001 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés de photographies. Depuis les années 90, le monde découvre une nouvelle richesse. Celle de la photographie artistique africaine jusque là quasiment ignorée. Un art qui existe pourtant depuis longtemps, car l'Afrique compte de talentueux portraitistes. Mais un art en évolution, car la vision des photographes est invitée, par cette reconnaissance nouvelle, à s'étendre bien au-delà du portrait.

Le mot du Directeur Général



Malgré une conjoncture économique malienne morose, l'exercice 2001 a largement répondu à nos attentes en matière de développement, même si ce dernier ne s'est pas encore traduit effectivement dans les résultats, encore largement obérés cette année par des charges exceptionnelles ou sur exercices antérieurs

L'exercice 2001 nous aura cependant permis de jeter les bases d'un futur prometteur avec une nouvelle année de forte

croissance, des indicateurs d'activité positifs et l'élargissement de notre fonds de commerce. Les ressources collectées auprès de notre clientèle ont ainsi connu une progression de +22% au cours de l'exercice sous revue, contre +12,5% pour l'ensemble du marché malien. Elles dépassent désormais 60 milliards de FCFA.

Les crédits directs ont sensiblement suivi le même rythme d'accroissement et représentent près de 39 milliards de FCFA d'encours à fin 2001.

Notre chiffre d'affaires est en hausse de +7,3% et a atteint 6 720 millions de FCFA pour l'exercice sous revue.

L'évolution de nos charges de fonctionnement reste cependant préoccupante, si bien que notre résultat brut d'exploitation pour l'année 2001 ressort stationnaire, à 1 962 millions de FCFA.

Les opérations d'assainissement de nos bases comptables nous ont par ailleurs conduit à opérer divers redressements ou régularisations portant majoritairement sur les exercices antérieurs et pénalisant significativement le résultat net de l'exercice 2001, qui se situe à 160 millions de FCFA, soit à un niveau sensiblement inférieur à celui de l'exercice précédent.

Ces travaux indispensables représentaient toutefois un objectif majeur de l'année écoulée et constituaient un préalable indispensable pour asseoir les perspectives favorables de développement ultérieur sur des bases plus solides.

L'année aura également été marquée par le renforcement de nos dispositifs de contrôle interne, conformément aux nouvelles recommandations de la Commission Bancaire, et par la modernisation de nos équipements de télécommunications, notamment avec nos adhésions aux réseaux Equant et Swift, et grâce à l'acquisition du logiciel ETEBAC, qui a permis de mettre à la disposition de notre clientèle un nouveau service de " banque à domicile ".

Enfin, l'amélioration de la qualité de l'accueil réservé à la clientèle et de la fiabilité de nos Services a été un souci constant que le Directeur général s'est employé à faire partager à l'ensemble des collaborateurs de la Banque, qui doivent être ici remerciés pour le travail effectué et l'esprit d'équipe dont ils ont fait preuve tout au long de cet exercice.

Michel LE BLANC

Directeur Général#

Faits marquants

Au cours de l'année 2001

Janvier

- Adoption du Plan Triennal de Développement (PTD) 2001-2003.

Avril

- Participation à Ouagadougou aux 5èmes Rencontres BANK OF AFRICA 2001 pour les cadres du réseau.

Mai

- Franchissement du seuil des 60 milliards de FCFA des dépôts de la clientèle

Septembre

- Participation à Cotonou aux Rencontres BANK OF AFRICA des Administrateurs du réseau.

Décembre

- Adhésion au réseau mondial d'échanges par SWIFT.
- Signature d'une convention de garantie avec l'USAID dans le cadre d'une enveloppe de crédits à affecter au secteur agro-alimentaire.

Chiffres clés

de l'exercice 2001

Activité	
Dépôts clientèle*	60 528
Créances clientèle*	38 779
Chiffres d'Affaires*	6 720

Résultat	
Produit Net Bancaire *	5 559
Charges de fonctionnement *	3 311
Résultat Brut d'Exploitation *	1 962
Résultat Net *	160
Coefficient d'Exploitation (%)	64,6

Structure	
Total Bilan *	70 993
Fonds Propres après répartition *	3 915
Fonds Propres/Total Bilan (%)	5,5
Effectif moyen pendant l'exercice	146

Au 31/12/2001

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 12 membres, est actuellement composé comme suit :

- M. Boureima SYLLA, Président
- M. Mamadou Amadou AW
- M. Paul DERREUMAUX
- M. Wally DIAWARA
- M. Amara DOUCOURE
- M. Apha Hampaté GAMBY
- M. Serge KAPNIST
- M. Tdiani KOUMA
- M. Ernest RICHARD
- M. Amadou Ousmane SIMAGA
- M. Mamadou SYLLA
- M. Mamadou MAIGA (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)

Répartition du capital

Au 31/12/2001, la répartition du capital s'établit comme suit:

AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH	33,0%
BANK OF AFRICA - BENIN (BOA-BENIN)	3,3%
Actionnaires privés nationaux	56,8%
Autres	6,9%

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 mai 2002 pour l'exercice social 2001.

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'Administration de votre Banque vous a réuni, ce jour, en Assemblée Générale Ordinaire, pour soumettre à votre approbation le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2001 de la BANK OF AFRICA - MALI.

Le rapport qui vous est soumis comporte deux parties :

- un aperçu du contexte économique et monétaire durant l'exercice 2001 ;
- une analyse des Comptes de Bilan et de Résultat de l'exercice 2001.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2001

L'environnement économique international a été marqué en 2001 par un ralentissement général de l'activité. Initialement projeté à +3,2% par le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de la croissance économique mondiale serait limité à +2,6% pour l'année 2001. En France, partenaire privilégié des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le taux de croissance, prévu à +2,1% pour l'année 2001, au lieu de +2,3% selon les prévisions retenues jusqu'à la fin septembre de la même période, a été revu à la baisse. Les pays de l'UEMOA n'échappent pas à la morosité ambiante : en effet, la conjoncture de cette zone a été dominée par la réduction prononcée des cours des matières premières exportées et la poursuite de la remontée de l'inflation dont le taux moyen est ressorti à +3,8% au terme des six premiers mois de l'année, en raison essentiellement des mauvais résultats de la campagne agricole 2000-2001.

Dans ce contexte, la situation économique et financière du Mali se caractérise en 2001 par un ralentissement de la croissance. Toutefois, l'amorce de la baisse des cours du pétrole et les bonnes perspectives de la campagne agricole 2001-2002, malgré la perte d'environ 5 000 hectares à la suite d'inondations au mois de septembre 2001, devraient atténuer les effets de la crise. Ainsi, le taux de croissance économique est estimé à +0,1% pour l'année écoulée par la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

L'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) devrait s'accompagner d'une relative augmentation des prix intérieurs. En effet, le taux d'inflation, apprécié sur la base du déflateur du PIB, est estimé à +4,6%. Cette tendance est confirmée par l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages à Bamako dont le niveau était élevé à fin août 2001, et s'évaluait à +6,1% en glissement annuel. Il était de -1,7% à la même période de l'année précédente.

Au niveau des finances publiques, le Gouvernement et ses partenaires du secteur des

hydrocarbures ont mis en place un nouveau mécanisme dont la finalité est de répercuter les variations des cours internationaux sur les prix à la pompe. La mise en œuvre de cette procédure a permis d'atténuer les effets négatifs du faible niveau de l'activité économique sur le budget de l'Etat, et en particulier ceux dus à la crise du secteur du coton. Dans cet environnement, les recettes fiscales sont estimées à 279,8 milliards de FCFA pour l'exercice sous revue, en hausse de +0,9% par rapport au montant initialement programmé. Les recettes intérieures totales, hors dons, devraient s'élever à 316,9 milliards de FCFA à fin 2001 contre 314,3 milliards de FCFA inscrits dans les prévisions.

Les dépenses budgétaires, sur la base des engagements, sont évaluées à 489,8 milliards de FCFA pour la période étudiée contre une prévision de 499,8 milliards de FCFA. Les dépenses salariales devraient atteindre 82,0 milliards de FCFA en 2001, conformément aux projections. Au total, le déficit global, sur la base des engagements et dons exclus, est attendu à 219,2 milliards de FCFA en fin d'année 2001 contre 231,8 milliards de FCFA dans le programme prévisionnel.

Pour les comptes extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons officiels, devrait représenter 12,9% du PIB, soit 3,4 points de plus qu'en 2000. Cette évolution défavorable interviendrait malgré une nette amélioration du solde commercial qui passerait de -52,7 milliards de FCFA en 2000 à +22,3 milliards de FCFA en 2001, grâce au fort accroissement des exportations d'or, en progression de 189,4 milliards de FCFA en 2000 à 308,6 milliards de FCFA en 2001. En revanche, à la suite des difficultés rencontrées dans le secteur du coton, la valeur des exportations de ce produit a chuté de 21,4%.

En ce qui concerne le secteur monétaire, les estimations provisoires indiquent que son évolution à fin septembre 2001, par rapport à fin décembre 2000, a été empreinte d'une détérioration de la situation des avoirs extérieurs nets de - 4,0 milliards de FCFA, d'une augmentation du crédit intérieur de +36,1 milliards de FCFA, et d'une expansion de la masse monétaire d'un montant de +49,7 milliards de FCFA.

S'agissant du crédit intérieur, son encours est de 283,2 milliards de FCFA à la fin de l'exercice sous revue contre 247,1 milliards de FCFA à fin décembre 2000, soit une hausse de +14,6%, en liaison avec l'augmentation du crédit net à l'Etat et des crédits à l'économie. En effet, la Position Nette Gouvernementale (PNG) est ressortie à - 8,3 milliards de FCFA à fin septembre 2001 contre -37,4 milliards de FCFA en décembre 2000, soit une détérioration de 29,1 milliards de FCFA. Dans le même temps, les crédits à l'économie enregistrent une hausse de +2,5%, en s'établissant à 291,5 milliards de FCFA à fin septembre 2001 contre 284,5 milliards de FCFA en décembre 2000. Cette évolution est imputable aux crédits ordinaires, majorés de 24,7 milliards de FCFA. Au cours de la même période, l'encours des crédits de campagne diminue de 17,7 milliards de FCFA.

Par rapport au mois de décembre 2000 où elle s'est élevée à 408,5 milliards de FCFA, la masse monétaire affiche une amélioration de +12,2% à fin septembre 2001, en se chiffrant à 458,2 milliards de FCFA.

Pour l'année 2002, une forte reprise de l'activité économique est attendue, en grande partie du fait de la reprise de la production de coton au cours de la campagne 2001-2002. Selon les dernières évaluations, cette production devrait s'établir à 575 000 tonnes, soit une hausse de +136,8% par rapport à la campagne précédente où elle avait atteint 242 776 tonnes. Dans ce contexte, le taux de croissance réel du PIB devrait à nouveau devenir positif et se chiffrer à +7,0% en fin d'exercice 2002.

L'évolution des prix devrait être plus modérée que durant l'année 2001, et être limitée à 3,2%.

Au plan des finances publiques, l'objectif est d'améliorer la situation financière de l'Etat et de faire face aux deux grands événements de l'année 2002, à savoir l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football et des élections générales. Ainsi, le déficit budgétaire de l'Etat, base engagement et hors dons, sera ramené à 209,4 milliards de FCFA. Les recettes budgétaires s'établiront à 338,4 milliards de FCFA, en progression de +16,3% par rapport au niveau de 2001.

Les dépenses budgétaires, en correspondance avec l'objectif de déficit global retenu, seront limitées à 526,3 milliards de FCFA. En matière de dépenses courantes, il s'agira notamment de maîtriser la croissance de la masse salariale qui atteindra 87,1 milliards de FCFA en 2002 contre 82,0 milliards de FCFA en 2001.

Dans le domaine des échanges extérieurs, la situation devrait s'améliorer avec la reprise des exportations de coton et le maintien du niveau de 2001 pour les exportations d'or. Ainsi, le déficit du compte courant hors dons représentera 11,4% du PIB en 2002 contre 15,7% en 2001.

En ce qui concerne la politique monétaire, elle sera encore prudente, conforme aux objectifs d'un taux de change du Franc fixe par rapport à l'Euro, d'une part, et de consolidation de la position extérieure de l'UEMOA, d'autre part.

Globalement, la période 2000-2001 aura donc été en quelque sorte une " traversée du désert " pour l'économie malienne, mais les perspectives 2002 s'avèrent nettement plus encourageantes.

Analyse des Comptes de Bilan et de Résultat de l'exercice 2001

Les objectifs de l'exercice 2001 s'inscrivaient tout naturellement dans le cadre du Plan Triennal de Développement 2001-2003 présenté en Conseil d'Administration en Janvier 2001.

La stratégie mise en œuvre pour atteindre ces objectifs s'est traduite par une nouvelle progression significative de l'activité et du bilan de la BANK OF AFRICA - MALI au cours de cet exercice 2001.

Le total du bilan est ainsi passé de 61 021 millions de FCFA fin 2000 à 70 993 millions de FCFA fin 2001, ce qui représente une augmentation de 16,3% sur l'année 2001.

Cette avancée a essentiellement pour origine l'accroissement des dépôts de la clientèle qui s'élevèrent de 49 550 millions de FCFA à 60 528 millions de FCFA au cours de l'exercice, pour un taux de croissance de 22,1%, sensiblement supérieur au taux de croissance du marché, soit +12,7%, et aux prévisions du Plan Triennal de Développement 2001-2003, soit +8%.

Les dépôts à terme ont connu une poussée importante, entraînant un certain déséquilibre entre l'accroissement des ressources rémunérées, qui représentent 68% du total, et l'accroissement des ressources non rémunérées.

Les dépôts d'épargne des Maliens de l'extérieur se situaient à 5 500 millions de FCFA fin 2001, ce qui représente un quasi doublement en volume sur les deux derniers exercices.

Quant aux performances des Agences de province, elles sont contrastées en 2001 en fonction de la conjoncture économique régionale. Kayes a continué son avancée dans le sillage du développement des activités minières, avec l'ouverture de la mine de YATELA au milieu de l'année. Par contre, Sikasso et Koutiala sont en recul, ces deux régions ayant subi de plein fouet, en 2001, les effets de la crise de la filière coton.

Globalement, la part de marché de la BANK OF AFRICA - MALI sur les dépôts bancaires s'est améliorée, en passant de 12,72% à 13,79% au cours de l'exercice.

Les engagements de trésorerie sur la clientèle ont, quant à eux, évolué de 31 604 millions de FCFA fin 2000 à 38 779 millions de FCFA fin 2001, soit un taux de progression de 22,7%, très voisin de celui des dépôts de la clientèle.

Cette croissance relativement forte est partiellement due à la recherche d'effets commerciaux à escompter, notamment en fin d'année, afin de compenser l'augmentation du coût des ressources.

En outre, les concours nouveaux octroyés ont porté essentiellement sur des signatures de premier ordre.

Par ailleurs, l'activité des Agences de province en matière de crédits a été fortement freinée, conformément aux axes de politique générale définis.

Malgré la progression globale enregistrée, la part de marché de la BANK OF AFRICA - MALI sur les crédits directs s'est légèrement contractée, en passant de 11,14% à 10,52% au cours de l'exercice.

L'activité en crédits par signature a été également très soutenue, surtout au deuxième semestre, du fait des opportunités rencontrées en matière de crédits documentaires et de la sortie des marchés de travaux ou de fournitures prévus dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2002. L'encours total est ainsi passé de 15 174 millions de FCFA à 21 586 millions de FCFA, soit une augmentation en volume de 6 412 millions de FCFA, dont 4 179 millions de FCFA au titre des crédits documentaires.

Le volume net des créances en souffrance est, par ailleurs, passé de 2 800 millions de FCFA à 2 928 millions de FCFA, soit une augmentation limitée à 5,6%, mais avec des flux de sens contraire relativement importants.

Les recouvrements contentieux de l'exercice 2001 ont ainsi atteint le chiffre de 2 012 millions de FCFA contre 962 millions de FCFA lors de l'exercice précédent.

Il convient cependant de tempérer cette performance exceptionnelle du fait de la part relativement forte cette année des datations ou adjudications d'immeubles, qui représentent un montant global de 1 195 millions de FCFA, soit près de 60% du volume des recouvrements effectués.

L'examen du compte de résultat de la BANK OF AFRICA - MALI pour l'exercice 2001 permet de dégager, par ailleurs, les principaux constats suivants :

Globalement, les produits d'exploitation ont progressé de 7,3% en 2001, en passant de 6 260 millions de FCFA à 6 720 millions de FCFA, mais cette évolution est contrastée entre produits d'intérêts, qui progressent seulement de 3% à 3 755 millions de FCFA, et produits de commissions, qui s'accroissent de plus de 13% à 2 965 millions de FCFA. Ce différentiel de variation conduit à un équilibre croissant entre ces deux principales catégories de produits, évolution conforme aux objectifs fixés dans le Plan Triennal de Développement.

L'analyse de la ventilation des produits d'intérêts conduit également à distinguer les produits d'intérêts sur créances interbancaires, qui sont en forte augmentation dans le sillage de l'amélioration de la trésorerie disponible, et les produits d'intérêts sur les concours de la clientèle, qui stagnent malgré l'augmentation du volume constatée.

Plusieurs phénomènes peuvent expliquer cette stagnation, notamment :

- une augmentation en volume concentrée, surtout en fin d'exercice, principalement pour l'escompte commercial ;
- une tendance à la substitution de concours à une clientèle de premier ordre, pour laquelle la concurrence interbancaire très sévère oblige à descendre les taux, aux concours à la clientèle moyenne ;
- la poursuite de l'assainissement du portefeuille avec une recherche constante d'élimination des produits qui pourraient s'avérer fictifs.

La bonne performance en produits de commissions explique donc, en majeure partie, la progression de notre chiffre d'affaire.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, connu une augmentation de 12,7% en passant de 3 967 millions de FCFA à 4 471 millions de FCFA, soit une progression en volume d'environ 500 millions de FCFA, qui se répartit comme suit :

- les charges bancaires ont augmenté de 150 millions de FCFA, principalement du fait du développement des dépôts rémunérés de la clientèle ;

- les charges salariales participent à hauteur de 75 millions de FCFA à l'augmentation globale en volume, ce qui reste acceptable ;
- la hausse de 40 millions de FCFA des impôts et taxes est essentiellement due aux droits d'enregistrement payés dans le cadre des nombreuses dations ou adjudications d'immeubles intervenues au cours de cet exercice 2001 ;
- quant aux autres frais généraux, l'augmentation constatée à hauteur de 239 millions de FCFA est imputable pour une bonne part, soit environ 185 millions de FCFA, à une sous-évaluation des charges imputées à l'exercice 2000.

L'un des objectifs majeurs de l'exercice 2002 sera de limiter, voire même de réduire le volume de ces autres frais généraux.

Globalement, l'activité de l'exercice 2001 a permis de dégager un Produit Net Bancaire de 5 560 millions de FCFA, en progression de 5,9% par rapport à celui de l'exercice 2000.

Le résultat brut avant amortissement et provisions, mais après dépenses de crédit bail pour 240 millions de FCFA, se situe à 2 248 millions de FCFA.

Les dotations brutes aux provisions de l'exercice s'élèvent à 1 794 millions de FCFA pour 2001, dont 1 468 millions de FCFA au titre des créances douteuses et 326 millions de FCFA au titre des risques divers.

Les reprises de provisions permises par les recouvrements opérés ont ramené les dotations nettes à 1 007 millions de FCFA.

Par contre, les opérations de nettoyage des comptes internes au cours de l'exercice ont eu un impact défavorable sur les résultats à hauteur de 707 millions de FCFA.

En définitive, le bénéfice net de l'exercice sera limité à 160,4 millions de FCFA, après une dotation pour impôts BIC de 86,8 millions de FCFA.

Ce résultat final est relativement décevant en comparaison des efforts réalisés par la majorité des collaborateurs de la Banque au cours de l'année écoulée, mais il paie encore un lourd tribut aux exercices passés.

Au vu de ce bénéfice et du report à nouveau antérieur, qui s'élève à 284,2 millions de FCFA, le Conseil d'Administration vous propose :

- de doter la réserve légale à hauteur de 24 millions de FCFA, soit 15% du bénéfice net de l'exercice;
- de distribuer un dividende brut de 120 millions de FCFA
- d'affecter en report à nouveau le solde disponible, soit 300,5 millions de FCFA

Rapport des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Rapport général du Commissaire aux Comptes

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nos travaux ont comporté les sondages, tests et autres procédés de vérifications jugés nécessaires en la matière et ont porté sur :

Conformément aux articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme de l'Organisme pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.

En exécution du mandat de Commissariat aux Comptes qui nous a été confié par votre Assemblée Générale des actionnaires du 12 mai 2001, nous vous présentons notre rapport général relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2001.

- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- le contrôle et l'expression de notre opinion sur les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MALI tels que joints au présent rapport en son point II et comportant le bilan, le compte de résultat et autres annexes ;
- le contrôle du respect de la réglementation prudentielle ;
- d'autres vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et notamment par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, d'une part, et le respect des prescriptions de l'article 35 de la loi portant réglementation bancaire, d'autre part.

L'établissement des Etats Financiers est de la responsabilité de la Direction Générale de la Banque. Les comptes annuels sont arrêtés par le Conseil d'Administration conformément à l'article 435 de l'Acte Uniforme de l'OHADA.

Il nous appartient, sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur la ces comptes.

Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Il s'agit de relever les faits marquants concourant ou entravant le fonctionnement normal des organes sociaux : conformité des statuts aux dispositions de droit commun, respect des règles statutaires, régularité de la nomination des dirigeants, des réunions des organes, définition d'une stratégie et d'un plan d'affaires périodiquement dans leur mise en œuvre, etc.

L'appréciation des conditions d'exercice du contrôle interne, est, en outre, un aspect fondamental de la certification des comptes. Celui-ci doit être conforme à la circulation N°10-2000 du 23 Juin 2000 de la Commission Bancaire, qui prévoit entre autres la communication de rapports périodiques réglementaires aux Commissaires aux Comptes.

A l'issue de notre intervention, nous n'avons pas d'observations à formuler sur le système de contrôle interne mis en place à la BOA-MALI.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit légal selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. En outre, notre audit a consisté à apprécier l'application des règles établies par le Plan Comptable Bancaire.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après :

Nos diligences ont été effectuées selon les textes réglementaires de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et en accord avec les normes d'audit internationales, qui prévoient que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne sont pas entachés d'anomalies, d'inexactitudes ou d'irrégularités significatives.

Nous certifions que les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MALI clos au 31/12/2001 et faisant apparaître :

	(en FCFA)
Un total de bilan	70 993 027 985
Un resultat bénéficiaire net	160 374 958
Un total d'engagements hors bilan donnés	21 585 964 048
Un total d'engagements hors bilan reçus	25 068 282 847

sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2001 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANK OF AFRICA - MALI à la fin de cet exercice.

Respect de la réglementation prudentielle

Ces vérifications ont porté sur le calcul et le respect des ratios prudentielles :

Désignation	Loi bancaire	BOA-MALI	Observations
-------------	--------------	----------	--------------

Capital minimum	300 000 000	2 000 000 000	Respect
Etat de contrôle des crédits aux personnes participant à la Direction, Administration,	Max 20%	13%	Respect
Gérance contrôle et fonctionnement des banques et ets financiers			
Ration fonds propres sur risques	Min 8%	9,5%	Respect
Coeff. de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables	75%	81,5%	Respect
Coeff. de liquidité	75%	81,5%	Non Respect
Participation dans les entreprises autres que les banques, établissements financiers et sociétés immobilières			
- maximum	25%	6%	FGHM
-minimum	15%	8%	AGM
Etat des immobilisations hors exploitations et des participation dans les sociétés immobilières	15% du Fond propre effectif	4,7%	Respect
Contrôle des immobilisations et des participations	Maximum 100% des Fonds propres effectifs	84%	Respect
Ratio de structure de portefeuille	60%	0%	Non respect
Coeff. de division des risques	Maximin 8*FPE	3 ;0*FPE	Respect

En conclusion des ratios prudentiels sont respectés dans l'ensemble.

Le classement des risques en souffrance et les règles minimales de provisionnement

L'examen du crédit de trésorerie de la Banque au 31/12/2001 a abouti aux constats suivants :

- Les créances en souffrance (créances impayées ou immobilisées et créances douteuses ou litigieuses) se chiffrent à FCFA 7 160 371 060 au 31/12/2001, contre FCFA 9 429 631 327 au 31/12/2000. Elles ont été globalement provisionnées à FCFA 6 628 480 527 au 31/12/2000 contre FCFA 4 230 982 845 au 31/12/2001.
- Les créances en souffrance dégagent un solde net de FCFA 2 801 150 800 au 31/12/2000 contre un solde net de FCFA 2 929 388 215 au 31/12/2001.
- Les intérêts sur créances douteuses ou litigieuses, évalués à FCFA 271 536 301 au 31/12/2001 contre FCFA 1 011 973 940 au 31/12/2000, ont été provisionnés à 100% au 31/12/2001.

La réglementation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et au Commissaire aux Comptes

La loi bancaire a fixé à 20% des fonds propres effectifs, le montant global des concours des banques pouvant être consentis aux personnes participant à leur Direction, Administration, gérance, contrôle ou fonctionnement.

En vertu de l'article 35, Alinéa 3 de la loi bancaire N° 90-74/AN-RM portant réglementation bancaire au Mali, nous vous informons que l'engagement des administrateurs s'élève au 31/12/2001 à FCFA 292 millions et se répartit comme suit :

Administrateurs	Engagements de trésorerie	Engagements par signature	Total des Engagements
En nom Personnel			
Bouréïma SYLLA	20	-	20
Alpha H. GAMBY	24	-	24
Ernest RICHARD	3	-	3
Paul DERREUMAUX	1	-	1
Waly DIAWARA	5	-	5
S/Total (1)	53	-	53
En Société			
Ets SIMAGALA			
SOACAP		133	239
Touba Transit			

S/Total (2)	53	133	186
Total (1+2)	53	133	186

Le total des engagements des administrateurs de la Banque au 31/12/2001 est de FCFA 186 millions contre FCFA 185,2 millions au 31/12/2000.

De même, l'engagement des personnes participant au contrôle et au fonctionnement de la Banque se chiffre à FCFA 494 millions et se répartit comme suit :

Personnes participant au contrôle et au fonctionnement (en millions de FCFA)

Crédits	Membre du C.A ou de Gérance	Commissaire aux Comptes	Personnel		Total
			Compte débiteur	Crédit à moyen terme	
Montant concours par caisse	53	6	46	243	348
Engagements par signature	133	13	0	0	146
Total engagements	186	19	46	243	494

Le total des engagements aux personnes participant à la Direction, à l'administration, la gérance, le contrôle et le fonctionnement de la BANK OF AFRICA - MALI se chiffre à 494 millions de FCFA, et se décompose comme suit :

- 348 millions de FCFA de concours par caisse,
- 146 millions de FCFA d'engagements par signature.

Le rapport total engagements sur les fonds propres effectifs pour la BANK OF AFRICA - MALI se situe au 31/12/2001 à 13% contre 11% à la clôture de l'exercice précédent.

Les fonds propres effectifs de l'établissement sont de 3 707 millions de FCFA au 31/12/2001.

Autres Vérifications et Informations Spécifiques :

Rapport de Gestion du conseil d'administration et comptes annuels

Nous avons procédé conformément aux normes, aux vérifications spécifiques prévues par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et

du Groupement d'Intérêt Economique.

A la date du présent rapport, nous n'avons pas reçu le rapport de gestion du Conseil d'Administration adressé aux actionnaires.

Informations spécifiques

Selon les propositions du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 12 mai 2001 sur les états financiers arrêtés le 31/12/2000, après avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur.

		(en FCFA)
Résultat net de l'exercice	364 949 191	
Réserve légale		54 742 379
Report a nouveau	110 206 812	
Dividende		200 000 000
Nouveau report à nouveau		284 191 963

Aucune abstention ni vote contre n'étant enregistré, la résolution a été adoptée à l'unanimité.

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide qu'après règlement à l'Etat de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10% sur le dividende brut, il sera effectivement payé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 450 FCFA par action de 5 000 FCFA.

Bamako, le 15 mars 2002

Pour le Commissaire aux Comptes
Le Directeur Associé de Bureau
Cheikh A. CISSE
Comptable Agréé

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, toute

convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux, ou directeurs généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée. Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un de ses Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général adjoint, Directeur général ou Directeur Général adjoint de la personne morale contractante.

Votre Conseil d'Administration n'a pas porté à notre connaissance l'existence d'autres conventions que celles déjà autorisées à savoir :

- la reconduction du contrat d'assistance technique de AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) et la prolongation de sa durée qui porte désormais sur 5 ans renouvelables,
- l'Accord pour un programme d'intervention de la cellule contrôle, informatique, formation (CCIF) de la société AFH services,
- l'aménagement du texte de l'article 7 de la convention d'assistance technique (AFH signée le 04 Novembre 1996).

Par ailleurs nous vous informons que le montant global de l'engagement (trésorerie et signature) des Administrateurs est passé de FCFA 185,2 millions au 31/12/2000 à FCFA 186 millions soit une variation nette de FCFA 0,8 millions. Le détail se présente comme suit :

	31/12/2000	31/12/2001
Boureima Sylla	181	20
Paul Derreumaux	0,2	1
Alpha H. Gamby (G. Auto + SNTPM)	25	24
Richard Ernest	4	3
Amadou Simaga	57	
SOACAP	26	133
Koumalin	-	-

Waly Diawara	55	5
Total FCFA	185,2	186

Bamako, le 15 Mars 2002

Pour le Commissaire aux Comptes

Le Directeur Associé de Bureau

Cheikh A. CISSE

Comptable Agréé

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en FCFA).

Actif

Actif	Exercice 2000	Exercice 2001
Caisse	3 361 264 862	2 758 164 988
Créances interbancaires	15 297 171 038	19 144 534 192
• A vue	14 642 284 157	17 632 895 352
· Banque centrale	4 763 952 243	6 850 953 326
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit		
• A terme	654 886 881	1 511 638 840
Créances sur la clientèle	31 603 849 539	38 779 277 072
• Portefeuille d'effets commerciaux	634 582 661	3 535 989 997
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	634 582 661	3 535 989 997
• Autres concours à la clientèle	16 261 466 383	20 504 798 314
· Crédits de campagne	1 822 191 024	479 150 044
· Crédits ordinaires	14 439 275 359	20 025 648 270
• Comptes ordinaires débiteurs	14 707 800 495	14 738 488 761
• Affacturage		
Titres de placement	1 168 750 000	1 563 925 000
Immobilisations financières	547 299 049	544 583 049
Crédit-bail et opérations assimilées		

Immobilisations incorporelles	133 256 261	196 037 658
Immobilisations corporelles	3 003 685 032	4 274 380 514
Actionnaires et associés		
Autres actifs	2 846 530 325	2 035 486 135
Comptes d'ordre et divers	2 759 374 089	1 696 639 377
Total de l'actif	61 021 180 195	70 993 027 985

Hors Bilan	Exercice 2000	Exercice 2001
Engagements donnés	15 174 279 421	21 585 964 048
• Engagements de financement	2 660 838 074	6 839 787 482
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	2 660 838 074	6 839 787 482
• Engagements de garantie	12 513 441 347	14 746 176 566
· D'ordre d'établissements de crédit		
· D'ordre de la clientèle	12 513 441 347	14 746 176 566
• Engagements sur titres		

Passif

Passif	Exercice 2000	Exercice 2001
Dettes interbancaires	6 671 106 837	5 421 743 757
• A vue	3 521 468 378	4 077 843 136
· Trésor public, CCP		

· Autres établissements de crédit	3 521 468 378	4 077 843 136
• A terme	3 149 638 459	1 343 900 621
Dettes à l'égard de la clientèle	49 550 283 412	60 528 392 661
• Comptes d'épargne à vue	11 994 159 831	14 011 780 066
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	32 534 022 740	35 991 907 995
• Autres dettes à terme	5 022 100 841	10 524 704 600
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	472 492 840	446 447 328
Comptes d'ordre et divers	143 049 635	126 107 647
Provisions pour risques et charges	108 752 993	434 467 156
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital	2 000 000 000	2 000 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	1 536 560 136	1 591 302 515
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau	173 985 151	284 191 963
Résultat de l'exercice	364 949 191	160 374 958
Total du passif	61 021 180 95	70 993 027 985

Hors bilan	Exercice 2000	Exercice 2001
Engagements reçus	23 892 531 847	25 068 282 847
• Engagements de financement		
· Reçus d'établissements de crédit		
• Engagements de garantie	23 892 531 847	25 068 282 847
· Reçus d'établissements de crédit	2 280 675 696	2 280 675 696
· Reçus de la clientèle	21 611 856 151	22 787 607 151
• Engagements sur titres		

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et charges assimilées	1 010 576 779	1 160 094 398
• Sur dettes interbancaires	288 184 227	176 969 528
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	720 939 193	982 114 877
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	1 453 359	1 009 993
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions		
Charges sur opérations financières		
• Charges sur titres de placement		
• Charges sur opérations de change		
• Charges sur opérations hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire	2 955 763 370	3 311 037 921
Frais généraux d'exploitation	2 955 763 370	3 311 037 921
• Frais de personnel	1 338 985 304	1 414 254 042
• Autres frais généraux	1 616 778 066	1 896 783 879
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	327 932 554	306 375 319
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	1 383 919 655	1 007 265 233
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		

Charges exceptionnelles	167 199 983	541 498 708
Pertes sur exercices antérieurs	746 574 250	1 017 388 364
Impôts sur les bénéfices	289 402 361	86 814 177
Résultat de l'exercice	364 949 191	160 374 958
Total des charges	7 246 318 143	7 590 849 078

Produits

Produits	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et produits assimilés	3 874 828 481	4 032 843 206
• Sur créances interbancaires	194 334 296	298 266 150
• Sur créances sur la clientèle	3 449 448 444	3 456 811 425
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés	231 45 741	277 765 631
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	301 274 503	424 915 824
Produits sur opérations financières	1 857 076 331	1 949 025 861
• Produits sur titres de placement	83 826 793	79 672 445
• Dividendes et produits assimilés	35 571 977	8 100 000
• Produits sur opérations de change	762 106 859	735 389 677
• Produits sur opérations hors bilan	975 570 702	1 125 863 739
Produits divers d'exploitation bancaire	226 322 035	284 674 778
Produits généraux d'exploitation	1 161 503	27 906 666

Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		20 052 975
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	412 195 270	162 307 388
Produits sur exercices antérieurs	573 460 0200	689 122 38
Résultat de l'exercice		
Total des produits	7 246 318 143	7 90 849 078

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et produits assimilés	3 874 828	4 032 843
• Sur créances interbancaires	194 334	298 266
• Sur créances sur la clientèle	3 449 448	3 456 811
• Autres intérêts et produits assimilés	231 046	277 766
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	1 010 577	1 160 094
• Sur dettes interbancaires	288 184	176 970
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	720 939	982 115
• Autres intérêts et charges assimilées	1 453	1 010
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	2 864 252	2 872 749

Produits de commissions	301 275	424 916
Charges de commissions		
Résultat net des commissions	301 275	424 916
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	83 827	79 672
• Dividendes et opérations assimilées	35 572	8 100
• Opérations de change	762 107	735 390
• Opérations de hors bilan	975 571	1 125 864
Résultat net sur opérations financières	1 857 076	1 949 026
Autres produits d'exploitation bancaire	227 484	312 581
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	2 955 763	3 311 038
• Frais de personnel	1 338 985	1 414 254
• Autres frais généraux	1 616 7	781 896 784
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	327 933	306 375
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations		20 053
Résultat brut d'exploitation	1 966 390	1 961 912
Résultat net des corrections de valeur	1 383 920	1 007 265
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		
Résultat courant (avant impôt)	582 470	954 646

Résultat exceptionnel	244 995	-379 191
Résultat sur exercices antérieurs	-173 114	-328 266
Impôts sur les bénéfices	289 402	86 814
Résultat net de l'exercice	364 949	160 375

Résolutions

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2001, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2001 se solde donc par un bénéfice de 160 374 958 FCFA après dotations diverses aux amortissements et provisions.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 35 de la loi du 27 juillet 1990 et à l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2001.

Elle donne également quitus au Commissaire aux Comptes pour l'exécution de son mandat au cours du même exercice.

Cette résolution est adoptée à l'Unanimité.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Bénéfice net	160 374 958
Réserve légale	24 056 244
Report à nouveau antérieur	284 191 963
Dividende	120 000 000
Nouveau report à nouveau	300 510 677

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10% sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 270 FCFA par action de 5 000 FCFA. Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 1er juillet 2002, par estampillage du coupon n°12 des actions remises à chaque actionnaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de fixer à 300 000 FCFA net le montant des indemnités versée à chaque Conseil à chaque Administrateur présent.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait d'une copie du procès-verbal de la présente assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MALI sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 Décembre 2001 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO. Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en FCFA au cours de change de 31/12/2001, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en FCFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activité, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc... n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part, les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 15 et 100% selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31/12/2001 est de 60 jours.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.
Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

Frais d'établissement	33 1/3%
Constructions	10%
Matériel de transport	33 1/3%
Aménagements installations	20%
Mobilier et matériel de bureau	10-20%
Outillage (selon nature)	10%
Matériel informatiques	20%

La climatisation centrale a changé de taux d'amortissement de 25% en 2000 à 12,5% en 2001.

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	14 642	3 521	17 632	4 078
De 1 mois à 3 mois	60			
De 3 mois à 6 mois	423		1 423	
De 6 mois à 2 ans		2 139	89	575

De 2 ans à 5 ans	172	1 011		769
Plus de 5 ans				
Total	15 297	6 671	19 145	5 422

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	15 211	46 657	16 429	52 994
De 1 mois à 3 mois	860	1 975	4 880	2 203
De 3 mois à 6 mois	1 019	494	2 725	677
De 6 mois à 2 ans	13 813	224	9 128	3 424
De 2 ans à 5 ans	655		1 213	977
Plus de 5 ans	46		200	159
Créances en souffrance			2 910	
Total	31 604	49 550	37 485	60 434

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	3 538	23 694	4 662	24 890
Entreprises privées	27 866	20 717	31 510	27 393
Sociétés d'état et établissements publics	67	257	1 260	289
Etat et organismes assimilés	133	4 882	53	7 862

Total	31 604	49 550	37 485	60 434
-------	--------	--------	--------	--------

* En millions de FCFA

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2000*	Au 31/12/2001*
Créances douteuses	8 378	7 414
Provisions pour dépréciation	-6 708	-4 504
Créances douteuses nettes	1 670	2 910

2.3 Immobilisations financières

Participations	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		
Dans les banques et établissements financiers				
• ACTIBOURSE S.A.	45	45	300	0,15
• BANK OF AFRICA - BURKINA FASO	37,5	37,5	1250	0,03
• Fonds GARI	150,5	150,5		
• SGI Mali	3,75	3,75	200	0,01875
• Assurance générale du Mali	40	40		
• Sous total	276,75	276,75		
Dans les autres sociétés				
• Titres du trésor non mob.	250,7	250,7		
• FGHM SA	20	20		
Sous total	270,7	270,7		
Total participations	547,45	547,45		

* En millions de FCFA

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2000*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2001*
Immobilisations brutes	358	82		440
Amortissements cumulés	225	19		244
Total net	133	63		196

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2000*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2001*
Immobilisations brutes	4 554	1 595	129	6 019
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	4 076	390		4 666
• Immobilisations hors exploitation	137	10	4	144
• Immobilisations par réalisation de garantie	339	1 195	125	1 409
Amortissements	1 549	233	38	1 744
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	1 386	204	20	1 569
• Immobilisations hors exploitation	104	9		113
• Immobilisations par réalisation de garantie	59	21	18	62
Total net	3 005	1 362	91	4 275

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2000*	2001*

Débiteurs divers	278	505
Valeurs non imputées		114
Valeurs à l'encaissement	2 328	1 148
Valeurs à rejeter en compensation	1	
Dépôts et cautionnements		
Stocks et emplois divers	40	90
Créances rattachées	200	179
Total	2 847	2 035

2.6.2. Autres passifs

Nature	2000*	2001*
Dettes fiscales	358	226
Dettes sociales	88	91
Créditeurs divers	1	68
Dettes rattachées	25	122
Divers		
Total	472	507

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2000*	2001*
Charges comptabilisées d'avance	351	408
Produits à recevoir	29	13
Divers	2 380	1 275

Total	2 759	1 697
-------	-------	-------

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2000*	2001*
Charges à payer	66	27
Produits perçus d'avance	20	49
Divers	58	49
Total	143	126

2.8 Provisions pour risques et charges

Nature	Au 31/12/2000*	Dotations	Reprises	Au 31/12/2001*
Charges de retraite	19	26		44
Engagements par signature				
Pertes et charges	90	300		390
Total	109	326		434

* En millions de FCFA

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2000*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2001*
F.R.B.G.				
Primes liées au capital				
Réserve légale	336	55		391

Réserves règlementées				
Autres réserves	1 200			1 200
Capital social	2 000			2 000
Report à nouveau	174	110		284
Résultat 2000	365	-365		
Résultat 2001			160	160
Total	4 075	-200	160	4 035

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

2.9.3. Information sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - Mali s'élève à 2 000 millions de FCFA. Il est composé de 400 000 titres d'une valeur nominale de 5 000 FCFA. La structure de l'actionnariat est la suivante:

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH	33,0%
BOA-BENIN	3,3%
Actionnaires privés nationaux	56,8%
Autres	6,9%

3 Engagements hors bilan

Nature	2000*	2001*
Engagements donnés	15 174	21 586
• Engagements de financement	2 661	6 840
• Engagements de garantie	12 513	14 746
• Engagements sur titres		

Engagements reçus	21 612	22 788
• Engagements de financement		
• Engagements de garantie	21 612	22 788
• Engagements sur titres		

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2000*	2001*
Sur créances interbancaires	194	298
• A vue	127	265
• A terme	67	33
Sur créances de la clientèle	3 681	3 456
• Créances commerciales	295	388
• Autres crédits à court terme	439	510
• Comptes ordinaires débiteurs	2 676	2 384
• Crédits à moyen terme	271	174
Total	3 875	3 754

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2000*	2001*
Sur dettes interbancaires	290	177
• A vue	103	99
• A terme	187	78
Sur dettes à l'égard de la clientèle	721	983
• A vue	556	662

• A terme	165	321
Total	1 011	1 160

* En millions de FCFA

4.3 Commissions

Nature	2000*	2001*
Commissions perçues (produits)	301	693
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle	301	693
Commissions versées (charges)		
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle		

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2000*	2001*
Salaires et traitements	1 005	1 056
Charges sociales	334	358
Total	1 339	1 414

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2000*	2001*
Impôts, taxes et versements assimilés	85	123
Redevance de crédit-bail	248	241
Loyers	62	61
Entretien et réparations	142	145
Primes d'assurance	22	87
Intermédiaires et honoraires	265	243
Publicité, publications et relations publiques	45	40
Déplacements missions et réceptions	128	138
Frais postaux et frais de télécommunications	201	253
Achats non stockés de matières et fournitures	235	366
Jetons de présence	6	12
Moins values de cessions		
Autres frais généraux	180	187
Total	1 617	1 896

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2000*	2001*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	292	277
• Des immobilisations hors exploitation	36	30
Reprises		
Total	328	307

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2000*	2001*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 543	1 468
Dotations aux provisions pour dépréciation		
Des autres éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges	173	326
Pertes sur créances irrécouvrables	2 320	3 117
Reprises de provisions sur créances en souffrance	-2 607	-3 865
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges	-4	4
Récuperations sur créances amorties	-1	-37
Total	1 384	1 009

* En millions de FCFA

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2000	2001
Cadres expatriés	1	1
Cadres locaux	44	46
Gradés	83	78
Employés	3	3
Personnel non bancaire	16	16
Personnel temporaire	10	10
Total	157	154

5.2 Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2001*	2002*
Actif		
Opérations en trésorerie	9 704	10 374
• Billets et monnaies	441	352
• Correspondants bancaires	9 263	10 022
Valeurs à l'encaissement et divers	1 450	738
Passif		
Opérations de trésorerie	2 854	2 604
• Correspondants bancaires	2 574	2 604
• Refinancements	280	
Autres sommes dues		

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2004

Nature	Affectation (FCFA)
Résultat*	160
Réserve légale*	24
Réport à nouveau antérieur*	284
Dividende*	120
Nouveau report à nouveau	300

6 Résultats des cinq derniers exercices

Nature	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Capital en fin d'exercice</i>					
• <i>Capital social*</i>	1 400	2 000	2 000	2 000	2 000
• <i>Nombre des actions ordinaires existantes</i>					
<i>Opérations et résultats de l'exercice*</i>					
• <i>Chiffre d'affaires</i>	4 963	5 902	5 599	6 261	6 719
• <i>Bénéfice avant impôts, amort. et prov.</i>	2 029	2 856	2 246	2 294	2 268
• <i>Impôt sur les bénéfices</i>	184	388	313	289	87
• <i>Bénéfice après impôts, amort. et prov.</i>	342	571	466	365	160
<i>Résultats par action**</i>					
• <i>Après impôts, avant amort. et prov.</i>	6 589	6 169	4 279	5 192	3 685
• <i>Après impôts, amort. et prov.</i>	1 123	1 426	1 164	912	401
<i>Personnel</i>					
• <i>Effectif moyen des salariés pendant l'exercice</i>	139	135	148	156	154
• <i>Montant de la masse salariale de l'exercice*</i>	640	747	854	1 005	1 056
• <i>Sommes versées au titre des avantages sociaux*</i>	72	92	73	80	179

* En millions de FCFA

** En milliers de FCFA

(1) En 1998, augmentation de capital de 600 000 millions de FCFA et modification de la valeur nominale de l'action qui passe de 5 000 FCFA à 10 000 FCFA.